

Les populistes s'installent au pouvoir en Italie

Le premier gouvernement d'alliance entre un mouvement populiste et un parti d'extrême droite a prêté serment ce vendredi à Rome avec la promesse faite aux Italiens de mener une politique anti-austérité et sécuritaire.

SILVIA BENEDETTI
À ROME

Le nouveau gouvernement d'union italien, formé par le M5S et la Ligue, a prêté serment, hier après-midi, dans une Rome déjà estivale. Mais la douce lumière romaine ne reflétait pas parfaitement l'esprit de la Péninsule, exténuée par presque trois mois de négociations post-électorales, de revirements continuels et de faux départs.

L'opinion publique nationale s'interroge déjà sur la longévité de cet exécutif hybride, né d'une singulière alliance de visions politiques antinomiques. Nombreux sont ceux qui se demandent si ce gouvernement anti-système, le premier d'Europe occidentale, «réussira à manger le panettone», c'est-à-dire s'il sera capable d'arriver, indemne, aux festi-

tivités de Noël. Les chefs de file des deux partis de la coalition, Luigi Di Maio et Matteo Salvini, affichent désormais un optimisme débordant et sont convaincus de pouvoir terminer leur législature. Leur programme, ambitieux et hétérodoxe, nourrit toutefois des doutes et une perplexité croissante, en

Italie comme en Europe. Le réaliser ne sera d'ailleurs pas une tâche facile. La majorité gouvernementale est, en effet, étroite à la Chambre (32 voix) et encore plus fragile au Sénat (une dizaine de voix).

Force motrice

Fort des faveurs de 32% des électeurs du 4 mars dernier, le M5S est appelé à être la force motrice de la coalition mais son leader, Luigi Di Maio, est déjà accusé par les militants de son propre mouvement d'avoir laissé trop d'espace et de pouvoir à son allié de la Ligue, Matteo Salvini (17% des voix). Or, ce dernier,

un véritable «animal politique» qui bénéficie du soutien indéfectible de son parti, a déjà commencé à déployer, délibérément ou pas, une stratégie qui fragilise et divise le M5S. Sans compter que les deux représentants politiques, alliés de fortune, par intérêt plus que par conviction, affichent des visions et des priorités très différentes, combinées seulement pour l'obtention du pouvoir.

«Nous travaillerons avec acharnement pour réaliser le contrat de gouvernement et améliorer la qualité de vie de tous les Italiens», a déclaré Giuseppe Conte, le tout nouveau Premier ministre.

Au moment de la présentation du gouvernement au Quirinal, Conte a, de même, précisé qu'il sera en tout temps «accompagné» par Di Maio et Salvini, nommés vice-Premiers ministres et, respectivement, ministre du Travail et du Développement économique et ministre de l'Intérieur.

Or, leurs positions eurosceptiques sont connues et redoutées par tous les partenaires européens de la Péninsule. Leur programme commun prévoit formellement la renégociation des traités fondateurs de l'Union, mission qui sera menée notamment par le nouveau ministre des Politiques communautaires, l'économiste anti-euro Paolo Savona, ainsi que par le nouveau ministre de l'Économie et des Finances, Giovanni Tria.

Des positions iconoclastes qui ont été immédiatement sanctionnées par les marchés financiers. Ces derniers jours, le spread – l'écart entre les taux d'emprunt italien et allemand à dix ans – s'est envolé, dépassant les 300 points, minant ainsi, en quelques semaines seulement, la crédibilité et la confiance que le gouvernement de centre-gauche sortant avait réussi à créer.

Et l'aventure politique jaune-verte ne fait que commencer.

Après trois mois d'exténuantes négociations, le nouvel exécutif antisystème italien commence son aventure politique.

LES HOMMES CLÉS DU NOUVEAU GOUVERNEMENT ITALIEN

GIUSEPPE CONTE

Professeur de droit et avocat à la Cour de cassation, Giuseppe Conte est un néo-phyte en politique. Désigné par le M5S et la Ligue pour former le gouvernement, il est le nouveau **Premier ministre**. Cet universitaire de 53 ans, apprécié pour sa personnalité conciliante, aura un rôle difficile à jouer. Il sera en effet continuellement accompagné par Di Maio et Salvini, deux encombrants vice-Premiers ministres. Enfant du Sud, Conte est né à Volturara Appula, une petite ville des Pouilles qu'il a quittée pour étudier auprès de la prestigieuse université romaine La Sapienza. Jusqu'au moment de sa nomination, il enseignait à Florence et dans la capitale, à l'université Luiss. Sobre et élégant, il ne cesse de répéter que le nouvel exécutif n'a jamais envisagé l'abandon de l'euro.

LUIGI DI MAIO

Le nouveau **ministre du Travail et du Développement économique et vice-Premier ministre**. Luigi Di Maio, est incapable de mentir, selon sa mère. Et il est vrai que ce jeune dauphin de Beppe Grillo, qui l'a choisi pour diriger le M5S, a su convaincre ses électeurs grâce à son franc-parler. Napolitain, il a toujours représenté le visage modéré d'un mouvement viscéralement populiste. Critiqué pour son manque de bagage universitaire et de véritables expériences professionnelles, il affiche, toutefois, un aplomb sans faille et un talent oratoire inné qui séduisent une partie importante de l'opinion publique nationale. Ancien vice-président de la Chambre des députés, Di Maio ambitionne de «décapiter la caste» et introduire un revenu de citoyenneté pour les plus démunis.

MATTEO SALVINI

Le secrétaire de la Ligue réalise, avec sa nomination au poste de **ministre de l'Intérieur et de vice-Premier ministre**, le rêve d'une vie. «Très concret et raisonnable» selon son ancien allié, Silvio Berlusconi, un dangereux démagogue pour d'autres, cet enfant de la politique, né à Milan en 1973 et militant de la Ligue depuis ses 17 ans, est un souverainiste décomplexé, un eurosceptique enflammé et un opposant vigoureux aux politiques d'accueil menées par les derniers gouvernements. Pro-Poutine, il a appelé l'Europe à lever les sanctions contre la Russie. Il manie à la perfection une rhétorique populiste qui enflamme des militants de plus en plus nombreux, et a réintroduit dans le vocabulaire de la Péninsule des termes qui semblaient relégués au passé, tels que «patrie» ou «peuple».

GIOVANNI TRIA

Économiste de renom polyglotte, Giovanni Tria est l'expert imposé par la Ligue pour diriger le **ministère de l'Économie et des Finances**. Né à Rome en 1948, il est le directeur du département d'économie de l'université romaine Tor Vergata, et a longtemps dirigé l'École nationale de l'administration publique. Il a été membre du conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail. Le président de la République, qui s'était opposé à la candidature de Paolo Savona pour ce poste névralgique, espère que Tria saura rassurer l'Europe. Intellectuel rigoureux, estimé par la droite italienne, il a, en effet, souvent souligné l'importance d'une recherche de solutions partagées à l'échelle européenne *«puisque sortir, seuls, de l'euro serait un poids trop lourd à porter»*.

ENZO MOAVERO MILANESI

Le **ministre des Affaires étrangères** est considéré comme l'homme idéal pour renforcer le lien avec Bruxelles. Enzo Moavero Milanesi a été juge auprès de la Cour de justice de l'Union européenne, secrétaire général adjoint de la Commission, et peut compter sur un réseau de contacts privilégiés à l'échelle du continent. Expert en droit communautaire, cet avocat de 63 ans n'est pas un novice de la chose publique. Il a été ministre des Affaires européennes dans le gouvernement Monti et dans celui conduit par Enrico Letta. Une activité politique qu'il associe à une brillante carrière universitaire: il a été chargé de cours à l'université La Sapienza de Rome, à l'université Luiss et auprès de l'université Bocconi de Milan, fondée en 1902 par sa famille.

PAOLO SAVONA

Cet économiste anticonformiste de 81 ans a été, malgré lui, la raison du veto présidentiel qui a bloqué le premier élan du gouvernement du changement jaune-vert. Ses positions en faveur d'un renoncement à l'euro, qu'il considère comme *«une prison allemande»*, étaient aux yeux du chef de l'État potentiellement dangereuses. Salvini a toutefois lutté pour que cet économiste né en Sardaigne fasse partie du nouveau gouvernement. Il dirigera le **ministère des Politiques communautaires**. Selon la presse italienne, le premier coup de fil de félicitations que Savona aurait reçu, après sa nomination, provenait de l'autre côté de l'Atlantique. A l'autre bout du fil, Steve Bannon, conseiller déchu du président Trump, très sensible à l'évolution de ce nouvel exécutif antisystème européen.